



1^{er} trimestre 2019 : l'emploi a le vent en poupe

Au 1^{er} trimestre 2019, la croissance de l'emploi salarié breton reste solide. Avec 5 900 emplois supplémentaires en trois mois, la hausse s'établit à 0,5 %, similaire à celle du niveau national. La bonne tenue de l'emploi concerne chaque grand secteur de l'économie bretonne, en particulier le tertiaire marchand et la construction.

Stable en début d'année en Bretagne, le taux de chômage demeure à son plus bas niveau depuis dix ans et le plus faible des régions françaises. Dans le même temps, le nombre de personnes inscrites à Pôle emploi repart à la hausse, sous l'effet de l'augmentation des demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite.

Dans la construction de logements neufs, l'activité et les perspectives fléchissent en Bretagne, dans le sillage de la tendance nationale. La fréquentation des hôtels bretons durant les trois premiers mois de 2019 s'établit à un niveau record, stimulée par un bon mois de février, alors que la fréquentation hôtelière s'est repliée en France. Enfin, les créations d'entreprises restent dynamiques dans la région, en forte hausse en début d'année, comme au niveau national.

Valérie Mariette, Insee

Rédaction achevée le 28 juin 2019

La croissance de l'emploi salarié reste soutenue

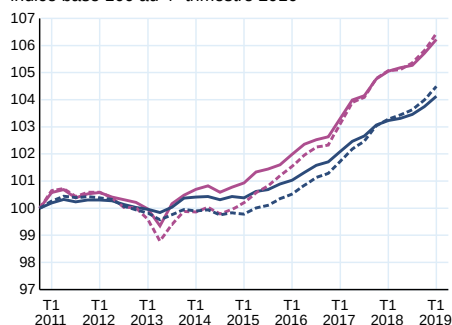
Au 1^{er} trimestre 2019, l'emploi salarié total progresse de 0,5 % en Bretagne, soit 5 900 créations nettes d'emploi en trois mois après + 0,4 % au trimestre précédent (figure 1). La hausse est légèrement plus soutenue qu'en France hors Mayotte (+ 0,4 %). Elle résulte principalement de l'emploi privé, en progression de 0,6 % dans la région (+ 0,5 % au niveau national).

Sur un an, l'emploi salarié total croît de 1,1 % en Bretagne, soit 13 500 emplois supplémentaires depuis la fin du 1^{er} trimestre 2018. Ce rythme de progression annuel demeure plus élevé qu'au niveau national (+ 0,9 %). L'emploi salarié privé augmente de 1,3 % sur un an dans la région (+ 1,2 % en France hors Mayotte).

1 Évolution de l'emploi salarié

- Emploi salarié total - Bretagne
- Emploi salarié total - France hors Mayotte
- Emploi salarié privé - Bretagne
- Emploi salarié privé - France hors Mayotte

indice base 100 au 4^e trimestre 2010



Champ : emploi salarié total.

Notes : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles AcoSS-Urssaf, Dares, Insee.

L'intérim croît de nouveau, le tertiaire marchand reste dynamique

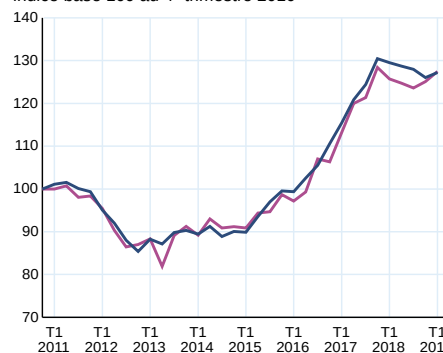
L'emploi intérimaire progresse de 1,9 % au 1^{er} trimestre 2019 en Bretagne (+ 800 emplois) (figure 2). Il confirme ainsi le rebond observé fin 2018 (+ 1,2 %) après trois trimestres consécutifs de baisse. Sur un an, il repart à la hausse (+ 1,4 % soit + 600 emplois). En France, l'emploi intérimaire rebondit de 1,0 % début 2019 après 4 trimestres consécutifs de baisse. Il demeure en repli sur un an (- 1,7 %).

Ventilé par secteurs utilisateurs, l'emploi intérimaire breton au 1^{er} trimestre 2019 progresse principalement dans le secteur de la construction avec près de 700 intérimaires supplémentaires en 3 mois (+ 8,8 %), après une baisse de 4,0 % fin 2018. L'industrie recourt de nouveau plus à

2 Évolution de l'emploi intérimaire

- Bretagne
- France hors Mayotte

indice base 100 au 4^e trimestre 2010



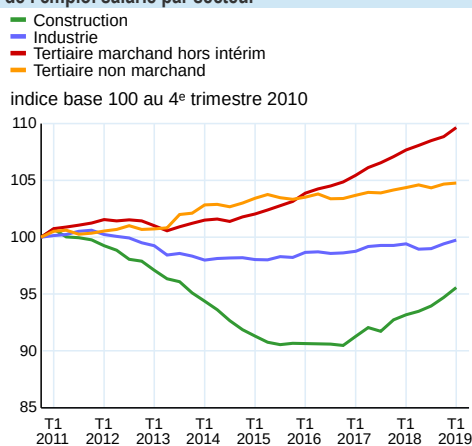
Notes : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles AcoSS-Urssaf, Dares, Insee.

l'intérim début 2019 (+ 1,6 % soit + 350 emplois), surtout dans la fabrication d'autres produits industriels (+ 5,2 % soit + 300 emplois) et, dans une moindre mesure, dans l'agroalimentaire (+ 1,4 % soit + 200 emplois). En revanche, le recours à l'intérim s'oriente à la baisse dans le tertiaire marchand (- 1,4 % soit - 200 emplois en 3 mois). Sur un an, la hausse reste néanmoins soutenue (+ 4,4 % soit + 500 emplois intérimaires).

Au 1^{er} trimestre 2019, le **tertiaire marchand hors intérim** continue à porter la majorité (60 %) des créations d'emploi en Bretagne (figure 3). Dans ce secteur, la hausse s'établit à 0,7 % sur 3 mois (+ 3 600 emplois) et à 1,8 % sur un an (+ 8 700 emplois). Elle est plus soutenue qu'au niveau national (+ 0,5 % ce trimestre et + 1,6 % sur un an).

3 Évolution de l'emploi salarié par secteur



Champ : emploi salarié total.

Notes : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trim. Acooss-Urssaf, Dares, Insee.

Dans les **services aux entreprises hors intérim**, le dynamisme de l'emploi se renforce. La hausse atteint 1,6 %, soit 1 600 emplois supplémentaires en 3 mois. Sur un an, ce sous-secteur crée 4 000 emplois (+ 4,2 %). Dans le **transport et l'entreposage**, l'emploi accélère début 2019 (+ 1,5 % après + 0,2 % et - 0,4 % aux trimestres précédents). Le rythme de progression sur un an est identique à celui du trimestre, soit 900 emplois supplémentaires. Après avoir marqué le pas fin 2018 (+ 0,1 %), l'emploi dans le **commerce** augmente de 0,3 % au 1^{er} trimestre (+ 500 emplois). Sur un an, la hausse s'établit à 1,1 %, soit 1 700 emplois supplémentaires. Dans l'**information et de la communication**, l'emploi reste dynamique au 1^{er} trimestre 2019 (+ 1,0 % soit + 300) et sur un an (+ 4,6 % soit + 1 300). L'emploi dans l'**hébergement et la restauration** progresse de 300 début 2019, en hausse de 0,6 % sur 3 mois et de 1,6 % sur un an (+ 700 emplois). Dans les **activités immobilières**, l'emploi croît de 0,5 % au 1^{er} trimestre et de 1,4 % en un an. Dans les **services aux ménages**, il est quasi stable, au 1^{er} trimestre comme sur un an. Dans les **activités financières et d'assurance**, l'emploi recule de 0,3 % au 1^{er} trimestre (- 100 emplois) et se maintient sur un an.

Dans le **secteur tertiaire non marchand**¹, l'emploi salarié augmente de 400 au 1^{er} trimestre 2019 (+ 0,1 %) et de 1 600 sur un an (+ 0,4 %). Au niveau national, il est stable sur 3 mois et en léger repli sur un an (- 0,1 %).

Nouvelle hausse de l'emploi industriel, cadence soutenue dans la construction

L'emploi salarié dans l'**industrie** progresse de 0,3 % au 1^{er} trimestre 2019 (+ 500) après + 0,4 % fin 2018. Sur un an, il croît également de 0,3 %. Au niveau national, l'emploi industriel augmente de 0,2 % ce trimestre et de 0,6 % sur un an.

Après un rebond de 0,6 % fin 2018, l'emploi dans l'**industrie agroalimentaire** ralentit début 2019 (+ 0,1 % au 1^{er} trimestre soit

Depuis la publication de juillet 2018, portant sur le premier trimestre 2018, le champ des estimations trimestrielles d'emploi (ETE) publiées au niveau localisé (région et département) est étendu aux départements d'outre-mer (hors Mayotte) et à l'ensemble de l'emploi salarié. Par rapport à la situation antérieure, sont donc ajoutés les salariés de la fonction publique, de l'agriculture et de l'ensemble des particuliers employeurs.

De plus, les niveaux de l'emploi « privé » publiés par les Urssaf et par l'Insee diffèrent du fait d'écarts de champ et de concept, et de légères différences peuvent exister sur les taux d'évolution.

Enfin, l'introduction de la déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) peut entraîner des révisions accrues sur les données, durant la phase de montée en charge de la DSN.

+ 100 emplois). Sur un an, il recule légèrement (- 0,1 % soit - 100). Dans la **fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques et de machines**, l'emploi poursuit sa progression début 2019 (+ 0,7 %) après + 0,8 % au cours des deux trimestres précédents. Sur un an, la hausse atteint 2,1 % soit 400 emplois supplémentaires. L'emploi dans la **fabrication d'autres produits industriels** continue également à progresser, de 0,3 % sur le trimestre (+ 200) et de 0,6 % sur un an. Dans le secteur de l'**énergie, eau, déchets, cokéfaction et raffinage**, l'emploi accélère au 1^{er} trimestre (+ 0,9 % après + 0,3 % fin 2018) et s'inscrit en hausse sur un an (+ 1,0 % soit + 100 emplois). Dans la **fabrication de matériels de transport**, l'emploi est stable au 1^{er} trimestre. En revanche, il demeure en recul sur un an (- 2,2 % soit - 200 emplois).

L'emploi dans la **construction** augmente de 0,9 % au 1^{er} trimestre, soit 600 emplois supplémentaires. Il s'agit du sixième trimestre consécutif de hausse. En un an, ce secteur gagne 1 800 emplois, en progression de 2,6 %. Ce rythme soutenu s'observe également au niveau national : + 1,2 % sur le trimestre et + 2,7 % sur un an.

L'emploi rebondit dans le Finistère en début d'année

Au 1^{er} trimestre 2019, l'emploi salarié augmente de 0,7 % dans le Finistère, après une stabilité fin 2018 et une baisse de 0,3 % au 3^e trimestre 2018. L'évolution trimestrielle est proche de la moyenne régionale en Ile-et-Vilaine (+ 0,5 %) et dans le Morbihan (+ 0,4 %). En revanche, l'emploi progresse faiblement dans les Côtes-d'Armor (+ 0,1 %). Contrairement aux trois autres départements, l'emploi costarmoricain est freiné début 2019 par une baisse de l'intérim (- 2,0 %) et une quasi-stabilité dans le tertiaire marchand hors intérim.

Sur un an, l'emploi dans les **Côtes-d'Armor** progresse de 0,5 %. Parmi les 900 emplois supplémentaires, 500 relèvent du tertiaire marchand hors intérim (+ 0,7 %) et 300 de la construction (+ 2,2 %). L'emploi augmente de 1,0 % dans l'industrie et de 0,8 % dans l'intérim. À l'inverse, il recule légèrement dans le tertiaire non marchand (- 0,1 %).

Dans le **Finistère**, l'emploi augmente de 0,6 % en un an (+ 2 000). Le tertiaire marchand hors intérim en rassemble 1 100 (+ 0,8 %), suivi par la construction (+ 500, soit + 3,1 %) et le tertiaire non marchand (+ 400, soit + 0,3 %). L'emploi industriel augmente de 300, en hausse de 0,6 %. En revanche, l'emploi intérimaire recule de 3,5 % (- 300).

L'**Ile-et-Vilaine** présente la plus forte progression sur un an (+ 1,8 % soit 7 900 emplois supplémentaires). Plus de 5 700 relèvent du tertiaire marchand hors intérim (+ 3,0 %), 900 de l'intérim (+ 5,1 %), 800 de la construction (+ 3,1 %) et 600 du tertiaire non marchand (+ 0,4 %). À l'inverse, l'emploi industriel recule de 0,6 %, pénalisé en particulier par la fabrication de matériel de transport (- 6,8 %).

Dans le **Morbihan**, l'emploi augmente de 1,1 % sur un an (+ 2 700). Le domaine tertiaire concentre la grande majorité de la progression : + 1 500 dans les secteurs marchands hors intérim (+ 1,5 %) et + 600 dans les secteurs non marchands (+ 0,7 %). L'industrie gagne près de 400 emplois (+ 0,9 %) et la construction

¹ Ce secteur comprend l'administration publique, l'enseignement, la santé et l'action sociale.

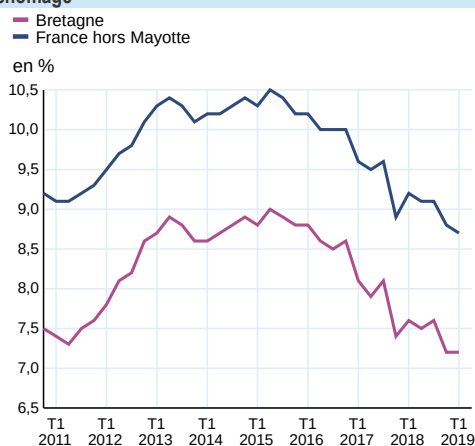
en gagne 200 (+ 1,5 %). En revanche, l'emploi intérimaire se replie légèrement sur un an (- 0,3 %).

Le taux de chômage se stabilise à un niveau bas

En Bretagne, le taux de chômage s'établit à 7,2 % de la population active au 1^{er} trimestre 2019, son plus bas niveau depuis dix ans (figure 4). Il est stable ce trimestre, après un fort recul fin 2018 (- 0,4 point). Sur un an, il diminue de 0,4 point. Il demeure le plus faible taux régional avec celui des Pays de la Loire. En France hors Mayotte, le taux de chômage s'établit à 8,7 % de la population active au 1^{er} trimestre 2019. Il se replie légèrement sur trois mois (- 0,1 point) après - 0,3 point au trimestre précédent. Sur un an, il recule de 0,5 point.

Le taux de chômage est stable au 1^{er} trimestre 2019 dans chaque département breton. Le recul sur un an y est également du même ordre. Début 2019, le taux de chômage s'établit ainsi à 6,5 % en Ille-et-Vilaine, 7,5 % dans le Finistère, 7,6 % dans le Morbihan et 7,7 % dans les Côtes-d'Armor.

4 Taux de chômage



Notes : données trimestrielles CVS. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé.

Plus de personnes inscrites à Pôle emploi

En Bretagne, le nombre de personnes inscrites à Pôle emploi sans activité (catégorie A) diminue légèrement en moyenne au 1^{er} trimestre 2019 (- 0,2 %), moins qu'en France (- 0,7 %). Sur un an, la baisse de 1,2 % observée dans la région est moins élevée qu'au niveau national (- 1,5 %). Cependant, en intégrant les demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite (catégories B et C), dont le nombre augmente de 1,6 %, la demande d'emploi en catégories A, B ou C croît de 0,6 % en Bretagne sur le trimestre alors qu'elle se stabilise en France. Sur un an, elle est stable dans la région et en recul de 0,4 % au niveau national.

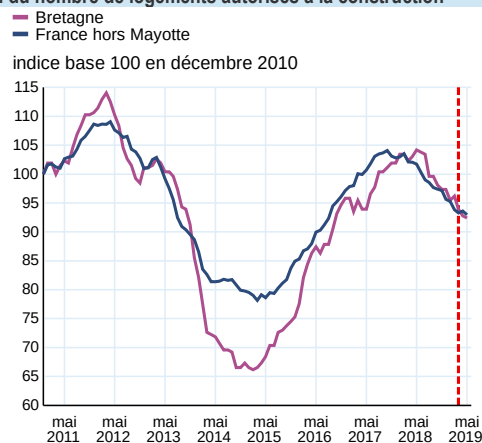
La hausse du nombre d'inscrits en catégories A, B ou C au 1^{er} trimestre est plus forte parmi les jeunes de moins de 25 ans (+ 1,1 %) et les seniors âgés de 50 ou plus (+ 1,0 %). En revanche, sur un an, les jeunes inscrits sont moins nombreux (- 1,3 %) alors que la hausse s'établit à + 2,4 % pour les seniors. Le nombre de demandeurs de 25 à 49 ans augmente de 0,3 % sur le trimestre et diminue de 0,7 % sur un an. En parallèle, les inscrits en catégories A, B ou C depuis plus d'un an sont de nouveau plus nombreux (+ 0,9 % sur trois mois et + 3,0 % sur un an). Ils représentent 46,9 % des inscrits début 2019, soit 1,4 point de plus qu'il y a un an.

Au 1^{er} trimestre 2019, la demande d'emploi en catégories A, B ou C augmente surtout en Ille-et-Vilaine (+ 1,3 %) et dans les Côtes-d'Armor (+ 0,7 %). Elle varie peu dans le Finistère (+ 0,1 %) et le Morbihan (+ 0,2 %). Sur un an, le nombre d'inscrits augmente de 0,7 % en Ille-et-Vilaine. Il est quasi-stable dans le Finistère et les Côtes-d'Armor. À l'inverse, il diminue de 1,0 % dans le Morbihan.

Construction neuve : les perspectives et l'activité fléchissent

Les perspectives de construction de logements neufs se replient de nouveau au 1^{er} trimestre 2019 (figure 5). D'avril 2018 à mars 2019, 24 700 permis de construire ont été délivrés dans la région. Ce cumul sur douze mois diminue de 3,3 % par rapport à celui du trimestre précédent (de janvier à décembre 2018) après - 2,1 % au 4^e trimestre 2018. Sur un an, il recule de 8,2 %, soit 2 200 logements de moins que le cumul d'avril 2017 à mars 2018. En France hors Mayotte, la tendance est similaire, avec - 2,4 % sur 3 mois et - 8,6 % sur un an.

5 Évolution du nombre de logements autorisés à la construction



Notes : données mensuelles brutes, en date réelle. Chaque point représente l'évolution du cumul des 12 derniers mois. La ligne verticale rouge représente la fin du trimestre d'intérêt. Source : SDES, Sit@del2.

Au 1^{er} trimestre, les autorisations de construire diminuent dans chaque département breton, à l'exception du Finistère (+ 0,9 %). Sur un an, ce dernier n'échappe pas au fléchissement, qui varie de - 5,9 % dans les Côtes-d'Armor à - 9,6 % en Ille-et-Vilaine.

L'activité de mise en chantier de logements neufs s'inscrit en baisse début 2019. D'avril 2018 à mars 2019, 24 500 logements ont été mis en chantier dans la région. Ce cumul sur douze mois recule de 2,3 % par rapport à celui du trimestre précédent, plus qu'en France hors Mayotte (- 0,5 %). Sur un an, l'activité demeure cependant en légère hausse (+ 0,4 %) en Bretagne alors qu'elle recule de 3,6 % au niveau national.

Début 2019, l'activité fléchit très légèrement en Ille-et-Vilaine (- 0,3 %) mais nettement plus dans les autres départements bretons, de - 3,2 % dans les Côtes-d'Armor à - 3,8 % dans le Morbihan. Sur un an, le Finistère et l'Ille-et-Vilaine conservent une activité en hausse (respectivement + 8,8 % et + 2,5 %). À l'inverse, l'activité diminue de 4,9 % dans le Morbihan et de 10,0 % dans les Côtes-d'Armor.

D'avril 2018 à mars 2019, le cumul annuel des surfaces de locaux autorisés s'établit à 2,9 millions de m² en Bretagne. Il augmente de 4,3 % par rapport au trimestre précédent et de 7,6 % sur un an. Au niveau national, il croît de 1,4 % sur le trimestre mais recule de 4,2 % sur un an.

Fréquentation élevée dans les hôtels bretons

Avec 1,3 million de nuitées au 1^{er} trimestre 2019, la fréquentation des hôtels bretons s'établit à un niveau record, en hausse de 1,3 % par rapport au 1^{er} trimestre 2018 (figure 6). Il s'agit de la cinquième année consécutive de hausse sur cette période. Début 2019, cette

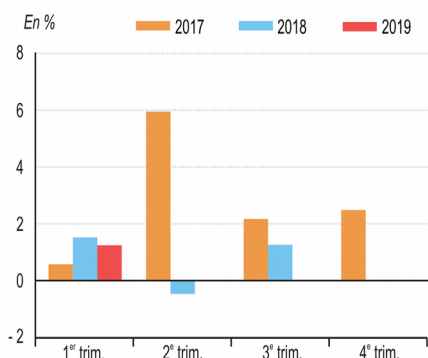
Fréquentation touristique - révision des séries concernant les hôtels à partir du 1^{er} janvier 2019

À partir du 1^{er} janvier 2019, les données des hôtels non répondants sont imputées au moyen d'une nouvelle méthode, en fonction de leurs caractéristiques. Cette nouvelle méthode d'imputation de la non-réponse tend à revoir légèrement à la baisse le nombre total de nuitées mais n'a pas d'impact sur les évolutions.

hausse résulte de la clientèle résidant en France (+ 1,6 %). Malgré un repli de 2,2 %, la fréquentation des non-résidents demeure à un niveau élevé, après la forte hausse du 1^{er} trimestre 2018 (+ 24,4 %). Mois par mois, seul février est en hausse (+ 4,8 %) tandis que le nombre de nuitées recule légèrement en janvier comme en mars (- 0,3 %).

En France, la fréquentation hôtelière diminue de 1,3 % au 1^{er} trimestre, en particulier dans les hôtels situés en Île-de-France (- 4,6 %), pour les non-résidents comme pour les résidents, probablement en lien avec le mouvement social des gilets jaunes².

6 Évolution de la fréquentation dans les hôtels



Notes : données trimestrielles brutes. Évolution du nombre de nuitées du trimestre de l'année N par rapport au même trimestre de l'année N-1.

Sources : Insee, en partenariat avec les comités régionaux du tourisme (CRT) et la DGE.

Le dynamisme des créations d'entreprises se poursuit

Au 1^{er} trimestre 2019, 6 500 entreprises ont été créées en Bretagne (figure 7). Ce nombre croît fortement, de 7,3 % par rapport au trimestre précédent, à un rythme similaire à celui observé en France (+ 8,1 %). Sur un an, il augmente de 20,6 % dans la région (+ 18,6 % au niveau national).

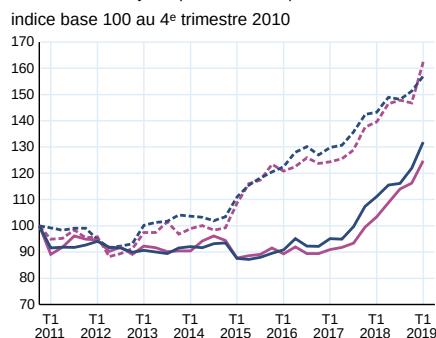
Au 1^{er} trimestre 2019, les créations de sociétés ou entreprises individuelles dans la région augmentent plus que les immatriculations de micro-entrepreneurs (respectivement + 10,7 % et + 3,1 %). Sur un an, la hausse du nombre de nouveaux micro-entrepreneurs (+ 27,1 %) demeure néanmoins plus élevée que celle des autres statuts (+ 16,4 %). L'écart est encore plus prononcé au niveau national (+ 30,2 % pour les micro-entrepreneurs, + 9,6 % pour les autres entreprises nouvellement créées).

D'avril 2018 à mars 2019, 2 100 défaillances d'entreprises ont été enregistrées en Bretagne. Ce cumul annuel augmente de 1,6 % par rapport à celui observé au trimestre précédent (de janvier à décembre 2018). En France, il est stable. Sur un an, le nombre de défaillances d'entreprise recule de 2,2 % en Bretagne alors qu'il augmente de 1,7 % au niveau national. ■

2- Au premier trimestre 2019, la fréquentation touristique est en net repli ; / Insee - Dans : Informations rapides ; n° 2019-120 (2019, mai) - 4 p.

7 Créations d'entreprises

— Bretagne hors micro-entrepreneurs
 — France entière hors micro-entrepreneurs
 — Bretagne y compris micro-entrepreneurs
 — France entière y compris micro-entrepreneurs



Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Note : données trimestrielles corrigées des variations saisonnières (CVS).

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

La croissance française serait surtout soutenue par la demande intérieure

Au premier trimestre 2019, la croissance française s'est établie à + 0,3 %, portée par la demande intérieure. En particulier, la consommation des ménages a été soutenue par un pouvoir d'achat dynamique, tandis que le commerce extérieur a pesé sur la croissance. Les créations d'emploi salarié marchand non agricole ont en outre été très élevées (+ 92 000 créations nettes).

D'ici fin 2019, l'économie française conserverait le même rythme de croissance trimestrielle, selon la Note de conjoncture nationale de l'Insee. Le pouvoir d'achat des ménages progresserait de + 2,3 % sur l'année, soutenant la consommation qui serait ainsi la principale contribution à la croissance, malgré un taux d'épargne restant élevé. Le commerce extérieur pèserait à nouveau sur l'activité, contrairement à l'an dernier.

En moyenne annuelle, le PIB croîtrait de 1,3 % en 2019 (après + 1,7 % en 2018). Le chômage poursuivrait sa baisse et s'établirait à 8,3 % fin 2019.

Dans un environnement international moins porteur, les principaux pays de la zone euro mettent en place des mesures de soutien budgétaire

Marqué notamment par les tensions commerciales parties des États-Unis et par la perspective du Brexit, l'environnement international paraît moins porteur que l'an dernier. Les banques centrales comme les différents gouvernements ont néanmoins pris acte du risque de ralentissement et ajustent en conséquence leur politique économique. Début 2019, les principaux pays de la zone euro ont ainsi pour la plupart mis en place, d'une manière ou d'une autre, des mesures de soutien budgétaire. Le pouvoir d'achat accélérerait donc en zone euro (+ 2,5 % en moyenne annuelle prévu en 2019), contribuant à limiter le ralentissement économique de la zone (+ 1,2 % prévu, après + 1,9 % en 2018).

Insee Bretagne
 36 place du Colombier
 CS 94439
 35044 Rennes Cedex

Directeur de la publication :
 Éric Lesage

Rédacteur en chef :
 Jean-Marc Lardoux

ISSN : 2416 - 9110

@Insee 2019

Pour en savoir plus

- Données complémentaires dans le Tableau de bord Conjoncture : Bretagne / Insee.fr - Chiffres Clés
- Note de conjoncture - Entre risques commerciaux et soutiens budgétaires / Insee Conjoncture (2019, juin)
- Au premier trimestre 2019, l'emploi salarié augmente de nouveau nettement dans le privé et demeure quasi stable dans la fonction publique / Insee - Dans : Informations rapides n° 2019-150 (2019, juin) - 4 p.
- 4^e trimestre 2018 : accélération des créations d'emploi, recul du chômage/ Valérie Mariette ; Insee Bretagne - Dans : Insee Conjoncture Bretagne ; n° 24 (2019, avril) - 4 p.
- Emploi, chômage, revenus du travail - Édition 2018 / Insee Références (2018, juillet) - Encadré 2 : « Comparaison sur la période récente entre l'évolution du chômage au sens du BIT et celle du nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois inscrits à Pôle emploi » pages 20 à 22.

